

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

Des guadeloupéens caribéens pensent la Guadeloupe et le Monde

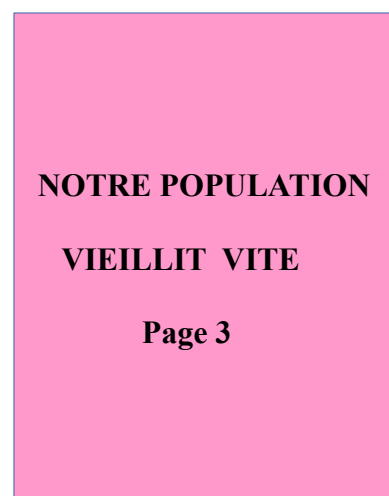
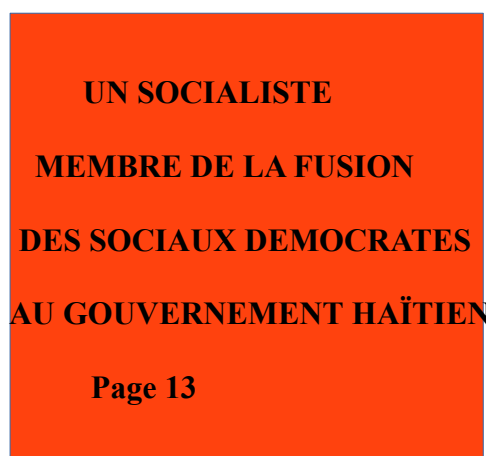
**DIXIÈME ANNÉE N°1179 DU 21 JANVIER 2015**

1801/2015 : 214<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

BONNE ET HEUREUSE  
ANNÉE 2015



SUIVEZ NOUS SUR



# LES TITRES

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 10

SANTÉ page 17

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 19

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 22

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 23

Nombre de pages :25

# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :**  
22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

## **ADMINISTRATION :**

Géré par l'association Média Caraïbe.

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : **DAVILA JACQUES**

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: **JEAN PAUL ELUTHER**

Abonnement : 0690 55 93 53 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 55 93 53 ;

Agence de presse : Média info

## **RÉDACTION**

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : ELUTHER JEAN PAUL**

**COMITÉ DE RÉDACTION: José Ayassamy; Romuald Myriam; Jacques Davila; Wesley Aminata.**

**2 LA NATION N°1179 / MERCREDI 21 JANVIER 2015**

# AFFAIRES NATIONALES

## POLITIQUE

### LE COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN DE LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE POUR SOUTENIR CHARLY LENDO

Selon l'INSEE, notre population vieillit. Elle est en 2011 t plus âgée qu'en 1999. La proportion des personnes de 60 ans et plus est en constante augmentation par rapport à 1999. Une personne sur cinq a plus de 60 ans. Une des raisons de ce vieillissement de la population est l'allongement de l'espérance de vie. Elle est passée de 72 ans en 1999 à 77 en 2011 pour les hommes et de 79 à 83,7 ans pour les femmes. La deuxième raison est la modification des comportements des femmes face à la maternité. La forte émigration notamment des personnes entre 24 et 34 ans composée d'hommes et de femmes en plein âge de travailler impacte la structure de la pyramide des âges . Une population vieillissante a de nouveaux comportements et utilise de nouvelles valeurs . C'est toute notre société qui est entrain de changer .

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA GUADELOUPE

### L 'ASSOUPPLISSEMENT QUANTITATIF

Mario Draghi voulait préserver la surprise, mais c'était sans compter avec François Hollande. Lundi, lors de ses vœux devant les « forces vives de la nation », le président français a annoncé que la BCE allait prendre, ce jeudi 22 janvier, des mesures d'assouplissement quantitatif (en anglais quantitative easing ou QE). Une brèche dans les traités européens qui garantissent l'indépendance de la banque centrale, mais, en réalité, les observateurs savaient déjà que cette première réunion de l'année allait marquer un tournant dans la politique monétaire de la BCE. Un tournant important, mais sera-t-il déterminant ? Voici quelques réponses aux grandes questions qui se posent avant la réunion.

Qu'est-ce que le QE ?

L'assouplissement quantitatif est le nom moderne de la « planche à billets. » Il a été utilisé depuis 2008 par de nombreuses banques centrales (Fed, Banque d'Angleterre, Banque du Japon) lorsque l'arme des taux s'est épuisée, autrement dit lorsque, malgré des taux proche de zéro, les perspectives d'inflation et de croissance ne rebondissaient pas. Il s'agit de racheter sur le marché des titres, notamment, mais pas seulement des titres d'Etat. En ce sens, depuis le mois d'octobre, le « QE à l'européenne » a commencé avec le rachat de crédits titrisés (ABS) et d'obligations sécurisées (« covered bonds »). Il avait même commencé au printemps lorsque les rachats de titres d'Etat effectués en 2010 et 2011 (programme « SMP ») avait cessé d'être « stérilisés », autrement dit compensés par des ventes de titres de la BCE. Ce qui devrait être annoncé jeudi sera néanmoins plus ambitieux, avec des rachats massifs d'obligations d'Etat de la zone euro.

Pourquoi la BCE saute-t-elle le pas ?

Depuis octobre 2013, l'inflation est inférieure à 1 % en zone euro. Cette inflation faible concerne aussi les prix hors énergie. Or, une inflation faible prolongée pose un problème à l'économie en faisant pression sur les marges. Elle réduit naturellement la capacité d'investissement des entreprises. A terme, le danger est que, pour sauvegarder leurs marges et maintenir leurs parts de marché, les entreprises ne décident de licencier ou de réduire les salaires. La demande intérieure se réduit alors et les prix baissent, entraînant une volonté d'attente des agents économiques pour leurs dépenses (« ce sera moins cher plus tard »). Ce serait le début d'un cercle déflationniste. Pour éviter ce scénario, la BCE veut faire remonter les anticipations d'inflation. Les mesures qu'elle a prises jusqu'ici n'ont pas fait preuve de leur efficacité. Les taux ont été ramenés à 0,05 %, un taux négatif de 0,20 % est imposé à la facilité de dépôt de la BCE, un crédit à long terme de 4 ans, le TLTRO, est proposé aux banques. Mais l'inflation est passée en décembre en territoire négatif. Si cette baisse s'explique par les prix de l'énergie, elle a un impact sur les anticipations d'inflation qui, désormais, ont décroché assez largement à 5 ans de l'objectif de 2 % de la BCE. Il faut donc faire plus. Et la BCE n'a guère d'autres choix que de recourir à un QE de grande ampleur incluant les titres d'Etat. D'autant que ce QE est très attendu et déjà intégré dans les cours de beaucoup de

dette souveraine. Le retarder serait prendre le risque d'une sévère correction sur les marchés.

Est-ce légal ?

La BCE peut racheter de la dette publique sur le marché secondaire. Ce qui est strictement interdit par les traités, c'est le financement direct des Etats, dont le rachat de titres sur le marché primaire. Elle a déjà pratiqué ces rachats de dettes publiques en 2010 et 2011 pour tenter de stopper la hausse des taux. Néanmoins, ces rachats, s'ils deviennent trop importants, peuvent devenir illégaux. Dans sa recommandation sur l'OMT parue la semaine dernière, l'avocat général de la Cour de Justice de l'UE a précisé que la BCE devait faire en sorte que le prix de la dette demeure un prix de marché. La BCE ne peut donc pas en théorie déterminer par ces rachats les taux souverains. Et c'est là que le bât blesse, car la seule rumeur d'un QE a déjà pesé sur le marché. En Allemagne, on voit donc dans le QE une incitation à réduire les « réformes » par une baisse artificielle des taux. Ces opérations seront sans doute contestées outre-Rhin devant la Cour de Karlsruhe et peut-être devant la CJUE...

Quelle forme prendra ce QE ?

On l'ignore encore et ce sera une des informations les plus surveillées de la conférence de presse de Mario Draghi jeudi. Trois questions restent en suspens : la taille de ces rachats, la nature des titres rachetés et la mutualisation de la dette.

Quels montants seront rachetés ?

Les dernières rumeurs évoquent un montant racheté de 500 milliards d'euros environ, soit bien moins que les 850 milliards d'euros nécessaires pour atteindre l'objectif de bilan affiché par Mario Draghi. La BCE devrait donc annoncer un montant assez modeste. Elle compte encore sur le TLTRO et les rachats de titres déjà annoncés pour compléter. Le tout sera de savoir si ce montant sera « ajustable » en fonction des circonstances, si, donc, il pourra être augmenté en cas de besoin.

Quels seront les titres rachetés ?

On l'ignore encore. Il existe, apparemment plusieurs options. La première consiste à ne racheter que des titres d'Etat notés AAA par une des quatre agences reconnus par la BCE. Ceci limite les risques, mais aussi l'intérêt de l'exercice puisque ces pays sont aussi les moins concernés par le risque de déflation. Une deuxième option, la plus probable, consisterait à racheter les titres notés en catégorie « d'investissement », ce qui exclurait les dettes grecques et chypriotes. Enfin, la BCE peut décider de racheter tous les titres de la zone euro. Cette dernière option est peu probable compte tenu du calendrier électoral grec, car ce serait perçu comme un soutien indirect à la proposition de restructuration de la dette grecque de Syriza. La BCE pourrait aussi racheter des titres quasi-étatiques comme ceux des agences d'Etat, autrement dit des organismes garantis par les Etats comme la banque KfW en Allemagne ou la Cades en France. Et si elle veut frapper fort, la BCE pourrait annoncer des dettes d'entreprises privées.

Y aura-t-il une mutualisation des risques ?

Tout achat de la BCE implique une mutualisation des risques dans la mesure du fonds de réserve de la BCE, chargé de couvrir les pertes de l'organisme (article 33.2 du Traité de fonctionnement de l'UE). La mutualisation, jusqu'à épuisement de ce fonds (qui était à 7,5 milliards d'euros en 2013), se fait donc au sein même de la BCE. Une fois ce fonds épuisé, l'affaire devient plus complexe. En théorie, les pertes sont épongées par les banques centrales nationales à hauteur de leurs parts dans le capital de la BCE. Mais le Conseil des gouverneurs peut en décider autrement. Or, selon le Spiegel de samedi, la BCE a décidé que les banques centrales nationales achèteront uniquement les dettes souveraines de leur propre Etat et les « conserveront. » Ceci ressemble à une volonté de réduire le partage des risques au strict minimum et de rendre chaque gouvernement responsable du QE « national. »

Est-ce une monétisation de la dette publique ?

Dans la mesure où la BCE créera de l'argent nouveau pour racheter de la dette souveraine, oui. Mais c'est une monétisation assez différente de celles qui ont mené aux hyperinflations des années 1920 ou 1940. Entre 1918 et 1923, par exemple, la Reichsbank

rachetait automatiquement la dette émise par le gouvernement allemand et l'annulait. L'argent ainsi créé n'avait aucune contrepartie et venait directement alimenter les liquidités en circulation. Ce n'est pas le cas du QE : la dette publique rachetée uniquement sur le marché secondaire devra être remboursée par les Etats. En cas de besoin, la BCE pourra revendre (mais cela influera sur le marché) les titres acquis, ce qui réduira la masse monétaire. Il est donc assez difficile d'évaluer a priori le montant exact de la création monétaire réalisée in fine par cette opération. Il s'agit en tout cas d'une monétisation « temporaire » qui sera, du reste, tempérée par les intermédiaires financiers qui, à la différence de ce qui s'est passé dans les années 1920, ne redistribueront pas immédiatement et intégralement ces sommes dans l'économie réelle.

Pourquoi l'Allemagne a-t-elle cédé ?

La Bundesbank s'est longtemps - et jusqu'à récemment - opposé au QE, en estimant qu'il était inefficace et trop risqué. Néanmoins, la Buba - pas davantage que le gouvernement allemand - n'a les moyens de s'opposer au QE. Son président, Jens Weidmann, ne dispose que d'une voix au sein du Conseil des gouverneurs. Il est largement minoritaire et s'est déjà opposé, en vain, à la baisse des taux et aux rachats de titres annoncés en septembre. Mario Draghi ne pouvait cependant pas ne pas prendre en compte l'opposition de l'opinion publique en Allemagne, pas davantage que le risque d'une censure de la Cours constitutionnelle de Karlsruhe qui dans le cas de l'OMT - le programme de rachat de dettes souveraines annoncé en septembre 2012 mais jamais mis en application- a prévenu qu'elle pourrait interdire son application en Allemagne. D'où cette concession faite sur le partage du risque. Selon la presse allemande, cependant, l'opposition de la Buba ne serait pas levée. Ce qui n'empêchera pas le QE de voir le jour. Enfin, compte tenu des attentes sur les marchés, où les taux de la zone euro ont beaucoup baissé, une décision de reporter sine die le QE provoquerait un cataclysme boursier. L'Allemagne, dont le taux a beaucoup baissé dans la perspective du QE, serait une des premières victimes de ce contrecoup. D'autres pays se retrouveraient en difficulté avec la remontée des taux et pourrait faire appel au Mécanisme européen de stabilité (MES) : la zone euro serait menacée de récession. La Buba ne peut se permettre un tel scénario. Son opposition - comme celle du gouvernement

allemand - est de pure forme : elle n'existe que parce qu'elle n'est pas bloquante.

Le QE sera-t-il efficace ?

Ce sera évidemment la grande question de ces prochains mois. Dans son programme dit de Jackson Hole, le 22 août, Mario Draghi avait jugé que le QE ne serait efficace qu'à condition d'être accompagné d'une relance budgétaire et de « réformes structurelles. » La relance a été enterrée, les « réformes » sont assez limitées, mais la BCE va lancer le QE. Abandonnée des Etats, la BCE doit donc agir seule. Au risque de rendre ce QE inefficace. Certes, la création monétaire devrait peser sur l'euro et favoriser un redressement des anticipations d'inflation. Mais le cœur du problème européen n'est pas traité directement par le QE. Les entreprises manquent de raisons d'investir et la demande de crédit est faible. Les taux sont déjà faibles et cela ne change rien. Le QE ne traite pas cet aspect central du nœud gordien européen. D'où le risque que l'argent créé par le QE n'aille pas dans l'économie réelle, mais soit plutôt utilisé par les banques pour alimenter des bulles spéculatives en Europe ou ailleurs. L'impact du QE ne sera pas nul, mais il n'est pas certain qu'il soit suffisant pour redonner à l'inflation et à la croissance la dynamique suffisante. L'impact direct du QE se fera sentir sur les taux souverains, même si le marché a sans doute déjà pris en compte une grande partie de ces achats. Mais, cette baisse des taux, si elle va permettre de réduire une partie des coûts de la dette publique, ne permettra pas aux Etats d'investir davantage puisque le pacte de stabilité et les règles d'or sont désormais en vigueur. Il faudra donc compter sur les acteurs financiers pour transmettre à l'économie réelle les effets de cette opération. Un pari très incertain...

## **ÉCONOMIE , SOCIAL , SCIENCES, TECHNOLOGIE**

### **CARACTÉRISTIQUES DU CLIENT DU TOURISME DE GUADELOUPE**

Une étude de la direction générale des entreprises assure que "les Français préservent leur capacité de départ en vacances", les taux de départ en vacances ayant augmenté au fil des ans pour atteindre 60% entre mi-2013 et mi-2014. En revanche, le taux de



départ en hébergement payant atteint son plus bas depuis quinze ans. Ceci expliquant une bonne partie de cela. La direction générale des entreprises - qui a repris dans son portefeuille les attributions de la direction du tourisme - publie, dans sa lettre d'information, une étude intitulée "Les Français préservent leur capacité de départ en vacances". Celle-ci apporte plusieurs enseignements intéressants et qui - pour certains - vont à l'encontre des idées reçues. Ainsi, l'étude de la DGE montre que "le taux de départ en vacances des Français (au moins quatre nuits consécutives pour des raisons personnelles) a augmenté au cours des dernières années, atteignant 60% entre mi-2013 et mi-2014". Toutes les catégories de revenus voient leur taux de départ en vacances progresser, mais les écarts entre catégories restent très importants. Sur la période de la mi-2013 à la mi-2014, le taux de départ est ainsi de 40% pour les foyers à bas revenus, de 50% pour les classes moyennes inférieures, de 68% pour les classes moyennes supérieures et de 85% pour les hauts revenus. Cette amélioration d'ensemble supporte toutefois quelques bémols. Tout d'abord, il faut rappeler que le taux moyen de départ en vacances est monté jusqu'à 65% dans les années 1980-1990, avant de chuter brusquement avec la crise et d'atteindre son plus bas niveau en 2008 (52%). Ensuite la notion de taux de départ en vacances - au sens de la définition statistique - est de plus en plus contestée, même si elle a le mérite de permettre des comparaisons temporelles et internationales. Si l'on prend en compte de taux de départ en hébergement payant, il apparaît que celui-ci a au contraire atteint son plus bas depuis quinze ans (voir notre article ci-contre du 14 mars 2014). C'est précisément là que se situe une partie de la réponse. Comme l'explique l'étude, "les difficultés financières pèseraient moins sur les départs grâce au développement de solutions moins coûteuses". En juin 2014, 28% des personnes prévoyant de partir en vacances dans les six prochains mois annonçaient un budget inférieur à celui des années passées, contre seulement 15% prévoyant un budget supérieur (et 55% prévoyant un budget identique). Parmi ces solutions moins coûteuses figurent notamment l'hébergement chez des amis : en dix ans, le recours à l'hébergement non marchand a progressé de 10% tandis que le recours à l'hébergement marchand reculait dans la même proportion. De même, de nombreux vacanciers font le choix de rester en France (source d'économies citée par 42% des partants). L'étude montre que trois autres types de comportements économes rencontrent un succès grandissant : partir hors saison

(39% des vacanciers, soit 10 points de plus qu'en 2008), réserver son voyage longtemps à l'avance (36%, soit 11 points de plus qu'en 2008) et voyager avec des compagnies aériennes "low cost" (26%, soit 12 points de plus qu'en 2008). La DGE relève que la progression des voyages hors saison s'explique aussi par le poids croissant des vacanciers retraités. D'autres pratiques progressent également, comme le choix de formules "tout compris" (23% des partants, deux points de plus qu'en 2008) le choix de stations moins onéreuses (23%), celui de vacances proches de chez soi (20%), les achats de voyages à la dernière minute (20%), le raccourcissement des vacances (15%) et la négociation des prix proposés (12%). L'étude relève toutefois que "l'adoption de solutions moins coûteuses ne se fait pas nécessairement au détriment de la qualité des vacances", car les partants bénéficient de la relative stabilité des prix depuis deux ans. De même, les achats de dernière minute permettent de bénéficier d'offres de qualité à des prix cassés. Enfin, l'étude met en évidence le poids croissant des aides financières aux vacances, qui bénéficient aujourd'hui à près d'un Français sur quatre. Les principaux organismes qui attribuent des aides aux vacances sont les entreprises - à travers les chèques vacances (14% des Français), les aides du comité d'entreprise ou de l'employeur (10%) -, suivies de loin par les caisses d'allocations familiales (5%) et les communes (1%). Les aides des CAF et des mairies sont moins nombreuses que celles des entreprises, mais elles se concentrent sur les publics les plus fragiles.

© 2015 La Nation

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

## **A**FFAIRES MONDIALES

**SOCIÉTÉ, POLITIQUE ET ÉCONOMIE MONDIALES**

### **LA GUERRE DES MONNAIES**

**source : Jim Rickards dans Currency Wars**

Le 27 janvier 2010, dans son discours sur l'état de l'Union, le président Obama a tiré la première salve de la Troisième Guerre

**10 LA NATION N°1179 / MERCREDI 21 JANVIER 2015**

monétaire, que nous avons commencé à explorer lundi. Ce jour-là, il annonça la National Export Initiative (NEI ou Initiative nationale pour les exportations). Son objectif ? Doubler les exportations américaines en cinq ans. "La manière la plus classique et rapide d'augmenter les exportations a toujours été de rendre la monnaie meilleur marché", écrit Jim Rickards dans *Currency Wars*. Tout le monde sait cela. Plus tard en 2010, la Réserve fédérale a lancé une deuxième série d'assouplissement quantitatif. "En utilisant l'assouplissement quantitatif pour générer de l'inflation hors de leurs frontières, les Etats-Unis ont en même temps augmenté la structure de coût de quasiment tous les grands pays exportateurs et de toutes les économies émergentes à la croissance rapide dans le monde". C'est ainsi qu'a commencé une nouvelle course vers le bas, une nouvelle série de dévaluations concurrentielles. "Nous sommes au beau milieu d'une guerre monétaire internationale", a déclaré le ministre des Finances brésilien Guido Mantega en septembre 2010, "un affaiblissement général des monnaies". Personne ne sera épargné par cette Troisième Guerre monétaire. Selon Rickards, elle se déroulera dans trois grands théâtres. Dans deux de ces théâtres, les combattants ont des objectifs communs. Le troisième est le plus probablement à la source d'un conflit ouvert. Le théâtre atlantique voit s'opposer les Etats-Unis et la Zone euro. "L'euro et le dollar", écrit Rickards, "sont comme deux passagers sur le même bateau... avançant au même rythme, se dirigeant vers la même destination". L'euro a atteint son plus haut à 1,59 \$ en juillet 2008 et son plus bas à 1,10 \$ en juin 2010. Au moment où j'écris ces lignes, il se situe à 1,29 \$ -- grosso modo sa valeur début 2007, et début 2011. Cette stabilité relative n'est pas due au hasard. Washington veut soutenir l'euro, à tel point que la Fed a élaboré un renflouement secret des banques européennes en 2008 -- des prêts de 30 800 milliards de dollars qui ne sont devenus publics qu'en 2011. Pendant ce temps-là, le théâtre eurasiatique de la guerre se joue entre l'Europe et la Chine. "La Chine a un intérêt vital pour un euro fort", commente Rickards -- principalement parce que l'Union européenne est le plus grand partenaire commercial de la Chine, bien plus important que les Etats-Unis. Résultat : "l'Europe, la Chine et les Etats-Unis sont unis dans un même effort pour éviter un effondrement de l'euro même si c'est pour des motifs différents et qu'ils ont des postures de confrontation dans d'autres domaines". Cela nous amène au théâtre Pacifique -- le grand show. Le déficit commercial américain avec la Chine était de moins de 50 milliards de dollars en 1997. En 2006,

est passé à 234 milliards de dollars. Les responsables politiques n'ont eu de cesse de débiter leur ritournelle sur les emplois américains "à jamais perdus pour la Chine" et les leaders chinois "manipulant" leur monnaie. Peu importe si le lien visible entre la valeur de la monnaie et l'emploi est, disons, mince -- au mieux. Même si la valeur du yuan doublait, Rickards souligne qu'un fabricant de meubles chinois gagne 236 \$ par mois -- un fabricant de meubles en Caroline du Nord ne serait donc pas concurrentiel. Si nous avons encore un étalon-or -- ou même le système de Bretton Woods qui a existé de 1944 à 1971 -- de tels écarts commerciaux seraient impossibles. La circulation de l'or entre pays créditeurs et pays débiteurs maintiendrait, naturellement, l'équilibre. Entre temps, la manipulation est à double sens : "la politique de la Chine d'adosser le yuan au dollar", écrit Rickards, "se basait sur la croyance erronée et l'espoir mal placé que la Fed n'abuserait pas de ses privilèges d'impression monétaire". On ne les y reprendra pas deux fois... "Entre une inflation incontrôlée aux conséquences imprévues et une revalorisation contrôlée du yuan, les Chinois ont choisi sans hésiter la revalorisation. Celle-ci a été lancée en juin 2010 et a fortement augmenté mi-2011", ajoute Rickards. Jusqu'à mi-2010, il fallait 6,8 yuans pour égaler un dollar. Avec la décision consciente de renforcer la devise chinoise, il faut aujourd'hui seulement 6,1 yuans pour égaler un dollar. Par conséquent, les Etats-Unis ont gagné le premier round de la guerre monétaire. Il y en aura d'autres à venir. "Tout est taux croisé", explique Jim. "Il y a un taux croisé dollar/euro. Il y a un taux croisé dollar/yen. Il y a un taux croisé dollar/yuan, franc suisse, etc. Et c'est dynamique. Le dollar pourrait monter par rapport à l'euro, ce qu'il a fait dernièrement, mais baisser par rapport au yuan chinois". "Le dollar monte-t-il ou baisse-t-il ? La réponse est : comparé à quoi ? C'est ce que nous faisons dans les guerres monétaires. Nous étudions et comprenons cette dynamique. Nous comprenons que deux monnaies sont un jeu à somme nulle".

## **LE DAVOS 2015**

Comme chaque année depuis plus de 40 ans, les hommes et quelques femmes parmi les plus puissants du monde réunis dans la bourgade enneigée de Davos, vont débattre sur l'avenir du monde. Quelques jours après les attentats djihadistes en France et quelques coups de filet des forces antiterroristes un peu partout en Europe, s'ouvre mercredi 21 janvier la 45e édition du World

Economic Forum (WEF), dans la bourgade suisse enneigée de Davos transformée pour l'occasion en camp retranché. Comme chaque année depuis plus de 40 ans, près de 2.500 leaders économiques et politiques - parmi lesquels seulement 17% de femmes - commencent quatre jours de débats sur l'avenir du monde, avec les incertitudes qui pèsent sur une économie globale en ralentissement. Le FMI a abaissé mardi 20 janvier ses prévisions pour la croissance mondiale en 2015 et 2016, alors que l'économie chinoise est en ralentissement et que la zone euro est la proie d'incertitudes, notamment en raison des élections grecques de dimanche qui pourraient voir la victoire du parti anti-austérité Syriza. Un éventuel programme de rachats d'actifs qui pourrait être annoncé jeudi par la Banque centrale européenne (BCE) pour soutenir une économie et une inflation en zone euro trop faible sera aussi au menu des participants. Le volet énergétique risque aussi d'être important avec des cours du pétrole particulièrement bas. C'est un problème pour les pays producteurs, mais l'impact sur l'économie mondiale est globalement positif. Le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) Abdallah El-Badri, doit ainsi participer à une séance de discussions à partir de 13h30 GMT. "Nous estimons que l'impact des prix du pétrole est légèrement positif pour l'économie mondiale", a commenté pour l'AFP le chef économiste du cabinet IHS, Nariman Behravesch. Le président français François Hollande sera aussi présent, ainsi que l'habituelle cohorte de banquiers centraux et chefs d'entreprises du monde entier qui se réunissent pour réfléchir, deviser et étendre leur réseau de contacts. En outre, différents artistes et têtes couronnées seront aussi là, dont le Prince Andrew (le 2e fils d'Elisabeth II), qui fait face en Grande-Bretagne à des accusations d'abus sexuels sur mineur.

## **AMÉRIQUE CARAÏBE**

### **HAÏTI : UN SOCIALISTE AU GOUVERNEMENT**

20 ministres, 17 secrétaires d'Etat : telle est la composition du nouveau cabinet ministériel installé, le lundi 19 janvier 2015, au palais national. Une nouvelle fois, nous avons affaire à un gouvernement présidentiel dont le mode de fonctionnement est différent du gouvernement parlementaire . Ces deux alternatives sont prévues par la constitution , le rapport de force entre les partis

politiques étant la variable favorisant l'un ou l'autre modèle . Parmi eux, trois socialistes membres de La fusion des sociaux démocrates qui fait parti de l'internationale socialiste. Un de ses dirigeants occupe le poste de ministre du travail et des affaires sociales. Deux rappels : L'Internationale Socialiste est l'organisation mondiale des partis sociaux-démocrates, socialistes et travaillistes. Elle rassemble actuellement 152 partis et organisations politiques de tous les continents. Pour l'internationale socialiste, le socialisme démocratique est un mouvement pour la liberté, la justice sociale et la solidarité. La justice signifie la fin de toute discrimination . L'égalité exprime la valeur égale de tous les êtres humains. La solidarité englobe toutes les autres valeurs sociétales . Dans un pays comme Haiti où les ressources économiques et financières sont faibles , l'état social catastrophique , les inégalités sociales multiples et plus généralement les coûts de l'homme non financés, occuper un ministère social est une chance pour dépasser les discours . Par ailleurs, un examen rapide de la législation sociale indique le rôle central exercé par le ministère du travail dans le domaine social . Ce nouveau ministre du travail trouve une situation très difficile : croissance économique faible et insuffisante, déséquilibres macroéconomiques considérables , chômage de masse , faible rémunération minimale, nombreuses inégalités sociales et absence de dialogue social institutionnalisé avec les organisations syndicales. Certes, le temps imparti à ce gouvernement , à peine un an , sa mission principale organiser les élections alors que cette mission est exclusivement celle du conseil électoral, ne permettra pas de grandes actions sociales bien que toutes les organisations politiques estiment qu'un des problèmes centraux du pays est social. Ce gouvernement doit en fait gérer l'immobilisme alors qu'il faut continuer à avancer . Le précédent gouvernement avait axé son action sur la lutte contre la pauvreté et avait donc mis en place un système complet d'assistance sociale touchant peu de monde et fragile car financé par le budget de l'état dont la modestie est connue de tous . Le ministère du travail limité par le temps et dont le parti va participer aux élections doit donc montrer ce qu'il fera si son organisation politique gagne les élections en faisant connaître sa stratégie sociale dont les thèmes devraient être : favoriser la croissance économique ; ouvrir le dialogue social avec les acteurs sociaux que sont les organisations patronales et les syndicats de salariés ; réformer le code du travail ; mettre en place un système national de protection sociale ouvert à tous salariés et employeurs notamment aux paysans et

aux professions indépendantes actuellement exclus financé par des cotisations et administré paritairement , augmenter les salaires qui sont trop faibles , réformer la justice du travail et la protection sociale. Les socialistes ne peuvent se contenter du système social actuel et de l'assistance sociale que généralement préconisent les libéraux. Haiti a besoin de stabilisateurs sociaux pour que les coûts de l'homme soient intégralement pris en charge ce qui exige une forte croissance économique . Ils doivent savoir que tous les progressistes de notre région les observent .

## ÉTATS UNIS

### LE DISCOURS SUR L'ÉTAT DE L'UNION D'OBAMA

Le président Barack Obama a prononcé mardi devant le Congrès américain le discours annuel sur l'état de l'Union. **Résumé.**

Le président américain a vanté l'entrée des Etats-Unis dans une nouvelle ère économique : "Ce soir, nous tournons la page" d'une "violente récession". Barack Obama a proposé d'augmenter la pression fiscale sur les foyers les plus aisés, précisant qu'il donnerait des détails au Congrès dans deux semaines : "Accepterons-nous une économie où seuls quelques-uns s'en sortent de manière spectaculaire?" Il a également fait part de son souhait de légiférer sur l'égalité des salaires entre hommes et femmes. Il a ensuite appelé à faire avancer les accords de libre-échange avec l'Union européenne (le fameux Tafta ou TTIP) et la région Asie-Pacifique (le TPP) en sollicitant auprès du Congrès l'adoption d'une "procédure accélérée" de négociation.

Barack Obama a déclaré qu'il opposerait son veto à de nouvelles sanctions à l'encontre de l'Iran qui signeraient "l'échec de la diplomatie" : "Notre diplomatie est à l'oeuvre avec du respect pour l'Iran, où, pour la première fois depuis une décennie, nous avons stoppé l'avancée du programme nucléaire et réduit le stock de matériel nucléaire".(...) "Jusqu'au printemps, nous avons la chance de pouvoir négocier un accord complet qui empêche que l'Iran ait une arme nucléaire, qui sécurise l'Amérique et ses alliés, y compris Israël, tout en évitant un nouveau conflit au Moyen-Orient". (...) "Il n'y a aucune assurance que les négociations soient couronnées de

succès (...) mais de nouvelles sanctions vont à coup sûr saper les efforts diplomatiques. Cela n'a pas de sens, c'est pourquoi j'y opposerai mon veto."

Le président des États-Unis a également confirmé son souhait de mettre fin à l'embargo cubain : "Cette année, le Congrès devrait commencer le travail pour mettre fin à l'embargo" que Washington impose à La Havane depuis plus d'un demi-siècle."À Cuba, nous mettons fin à une politique qui a depuis longtemps cessé de fonctionner. Quand ce qu'on fait ne marche pas depuis 50 ans, il est temps d'essayer autre chose". "La main de l'amitié tendue au peuple cubain" peut "permettre de tourner la page d'un héritage de défiance".

Les États-Unis et leurs partenaires vaincront l'organisation Daesh (État islamique), mais "cet effort prendra du temps, il faudra se fixer sur ce point de mire. Mais nous réussissons", a également déclaré Barack Obama. Il a ensuite réaffirmé la solidarité et la compassion des États-Unis "avec toutes les personnes à travers le monde prises pour cibles par des terroristes (...) d'une école du Pakistan aux rues de Paris", en allusion à l'attentat contre une école de Peshawar au Pakistan le 16 décembre (150 morts) et les attaques jihadistes contre l'hebdomadaire satirique français Charlie Hebdo et le supermarché casher à Paris début janvier (17 morts).À ce moment précis, le président américain, qui a consacré la moitié de son discours à des questions de politique étrangère, a provoqué une standing ovation des élus américains. Une quarantaine de parlementaires, majoritairement démocrates, ont alors levé des crayons, en référence aux caricaturistes de Charlie Hebdo. "Nous allons continuer à chasser les terroristes et à détruire leurs réseaux, et nous nous réservons le droit d'agir unilatéralement, comme nous n'avons eu de cesse de le faire depuis que j'ai été élu pour éliminer des terroristes qui représentent une menace directe pour nous et nos alliés", a dit le président devant le Congrès.

"Nous respectons la dignité humaine (...). C'est pour cela que nous nous exprimons contre la résurgence déplorable de l'antisémitisme dans certaines parties du monde. C'est pourquoi nous continuons de rejeter les stéréotypes insultants contre des musulmans, dont la grande majorité partage notre engagement pour la paix."

Concernant le conflit russo-ukrainien, le président américain a



détaillé : "Nous défendons le principe selon lequel les grandes puissances ne peuvent malmenager les petites en nous opposant à l'agression russe, en soutenant la démocratie en Ukraine et en rassurant nos alliés de l'Otan." "L'an dernier, alors que nous effectuions le travail difficile d'imposer des sanctions avec nos alliés, certains ont suggéré que l'agression (du président russe Vladimir) Poutine constituait une magistrale démonstration de stratégie et de force", a poursuivi M. Obama. "Et bien, aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis qui se tiennent forts et unis avec leurs alliés, tandis que la Russie est isolée et que son économie est en lambeaux".

Enfin, Barack Obama a promis de ne pas relâcher ses efforts pour fermer la prison située sur la base américaine de Guantanamo à Cuba, ajoutant qu'il "est temps de finir le travail". "En tant qu'Américains, nous sommes profondément engagés envers la justice --donc ça ne fait pas sens de dépenser trois millions de dollars par prisonnier pour conserver une prison que le monde condamne et que les terroristes utilisent pour recruter."

© 2015 La Nation

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA

## SANTÉ

### L' ESSENTIEL SUR L' HERNIE DISCALE

Le "mal du siècle", une expression commune pour désigner le mal de dos. La hernie discale en est l'une des causes. Cette affection des disques intervertébraux se caractérise le plus souvent par une lombalgie ou une sciatique. Symptômes, diagnostic et traitements, tour d'horizon de la hernie discale. Souvent à l'origine de douleurs lombaires, accompagnées ou non de sciatique, la hernie discale serait responsable de 2 % des maux de dos. Le coupable : un disque intervertébral fissuré. Le point sur cette affection, des symptômes aux traitements.

#### **Une déformation du disque intervertébral en cause**

Hernie discale La hernie discale est une maladie liée au déplacement d'un des disques intervertébraux. Notre colonne

vertébrale est constituée de 24 vertèbres dont 7 cervicales, 12 dorsales et 5 lombaires. Entre chacune d'entre elles : un disque intervertébral, sorte de coussin amortisseur. Ce disque est composé de deux éléments : un noyau central (nucleus) entouré d'un anneau fibreux (annulus) qui attache les deux vertèbres l'une à l'autre. Si l'anneau se fissure, la substance du noyau fait saillie à l'extérieur de la colonne vertébrale. C'est ce qu'on appelle une hernie discale. Ce débordement du disque intervertébral peut alors provoquer la compression d'une racine nerveuse ou de la moelle épinière. La hernie discale concerne plus fréquemment les hommes que les femmes. Elle survient généralement entre 35 et 55 ans suite au surmenage, au soulèvement d'une charge lourde ou encore après une torsion brusque du tronc. La grossesse et le surpoids sont aussi des facteurs de risque. Des prédispositions génétiques sont souvent à l'origine des cas précoces, dès l'âge de 20 ans.

### **Hernie : des symptômes au diagnostic**

Les manifestations de la hernie discale sont très variables d'un patient à l'autre. Parfois asymptomatique, elle se caractérise le plus souvent par des douleurs aiguës. Celles-ci sont souvent concentrées dans le bas du dos, car 95 % des hernies discales sont situées au niveau des vertèbres lombaires. Les symptômes classiques sont donc un mal de dos ou lombalgie. La colonne vertébrale est alors très douloureuse. Si le disque comprime la racine nerveuse, on parle de névralgie sciatique. Notons que 85 % des sciatiques résultent d'une hernie discale. Les douleurs s'étendent alors à la fesse, la cuisse et la jambe, avec une sensation de fourmillement et parfois une paralysie. Dans les cas plus sévères, c'est la moelle épinière qui est touchée, provoquant ainsi une paralysie des membres ou des sphincters anal et urinaire. Il faut dans ce cas consulter un médecin de toute urgence. Le patient consulte généralement son médecin lorsque les douleurs dorsales s'intensifient. Elles constituent d'ailleurs la première cause de consultation des centres anti-douleur. Lors de la visite, le médecin interroge le patient sur la fréquence, l'intensité et la localisation des douleurs. L'examen clinique est ensuite complété par une radiographie du rachis suffisante pour poser le diagnostic. Mais si le médecin doute, il peut proposer un scanner ou une IRM, qui permettront de visualiser la hernie.

© 2015 La Nation

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**

# MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX

## ASIE

La Bourse de Tokyo a fini en baisse de 0,49% mercredi en raison notamment de prises de bénéfices après deux séances de hausse, le recul étant limité par la perspective du lancement d'un programme de rachats d'actifs par la Banque centrale européenne (BCE) jeudi. La Banque du Japon (BoJ) a pour sa part maintenu en l'état son propre programme d'assouplissement quantitatif. Cette décision était largement attendue mais certains investisseurs avaient tout de même adapté leurs positions en pariant sur une surprise. L'indice Nikkei a perdu 85,82 points à 17.280,48 et le Topix, plus large, a cédé 7,02 points (0,5%) à 1.390,61. Le titre Toyota a perdu 0,93%, le groupe automobile anticipant une légère baisse de ses ventes cette année, ce qui pourrait permettre à Volkswagen de lui ravir la place de premier constructeur mondial. L'action Sharp a fait pire avec une baisse de 2,64%, après avoir un temps reculé à un plus bas depuis décembre 2012, le quotidien économique Nikkei éyant évoqué une baisse de la production du groupe électronique.

## ÉTATS UNIS

La Bourse de New York a fini en légère hausse mercredi, à l'issue d'une séance volatile à la suite de la publication d'informations de presse rapportant que la Banque centrale européenne (BCE) pourrait annoncer un plan d'achats de dettes de 600 milliards d'euros jeudi et de perspectives moroses pour IBM. L'indice Dow Jones a pris 38,99 points, soit 0,22%, à 17.554,22 points. Le S&P-500, plus large, a gagné 9,57 points, soit 0,47%, à 2.032,12 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 12,57 points (+0,27%) à 4.667,42 points. Ces données sont susceptibles de varier encore légèrement.

## EUROPE

Les principales Bourses européennes ont effacé leurs pertes initiales pour terminer dans le vert mercredi après une information du Wall

Street Journal rapportant que la Banque centrale européenne (BCE) pourrait annoncer un plan d'achats de dettes de 600 milliards d'euros jeudi. À Paris, le CAC 40 a fini en hausse de 38,80 points, soit 0,87%, à 4.484,82 points. Le Footsie britannique a pris 1,63% et le Dax allemand 0,41%%, tandis que l'indice EuroStoxx 50 a gagné 0,76% et le FTSEurofirst 300 0,45%, après avoir touché un plus haut de sept ans mardi. Au moment de la clôture en Europe, la Bourse de New York était également en territoire positif, le Dow Jones gagnant 0,31%, le S&P-500 0,64% et le Nasdaq 0,60%, dans une séance de forte volatilité en raison des attentes sur les décisions de la BCE. Selon le Wall Street Journal, le directoire de la BCE a proposé au Conseil des gouverneurs de lancer un plan d'achats d'obligations d'un montant de 50 milliards d'euros par mois pendant un an au minimum. Une source de la zone euro a confirmé en partie cette information..Des incertitudes demeurent sur le calendrier et la durée du programme de l'éventuel plan d'assouplissement quantitatif de la BCE, qui s'est refusée à tout commentaire avant sa réunion de jeudi.

#### **CHANGE**

L'euro gagnait un peu de terrain face au dollar mercredi, mais restait affaibli à la veille de la réunion très attendue de la Banque centrale européenne (BCE) qui devrait annoncer le lancement d'un programme massif de rachats d'actifs. Vers 14H00 GMT (15H00 HEC), la monnaie unique européenne valait 1,1612 USD, contre 1,1553 USD mardi vers 22H00 GMT. La devise européenne reculait en revanche face à la monnaie nippone, à 136,25 JPY contre 137,24 JPY mardi. Le dollar aussi reculait face à la devise japonaise, à 117,35 JPY contre 118,80 JPY mardi. "La politique monétaire continue de jouer un rôle prédominant sur le marché des changes, alors que celui-ci revêt un rôle de plus en plus important pour les banques centrales", notait Carl Hammer, analyste chez SEB. L'annonce attendue ce jeudi d'un rachat massif de dette publique par la BCE, objet de spéculations depuis des mois et dernier recours pour faire repartir les prix et l'économie, est pour les analystes une affaire entendue. Les rachats d'actifs de la BCE, dont le but serait de stimuler l'activité économique par le biais d'injections de liquidités dans le système financier, auraient pour effet collatéral de diluer la valeur de la monnaie unique, et devraient ainsi continuer de la rendre peu attrayante pour les investisseurs. L'euro a pâti de cette perspective ces dernières semaines, tombant même à la mi-janvier à 1,1568 USD, son niveau le plus faible depuis mi-novembre 2003. Pour Carl Hammer, "l'euro

n'est pas suffisamment faible pour contrer les risques déflationnistes et la faible croissance économique dont souffre la zone euro". Pour l'analyste, "la BCE va devoir assouplir sa politique monétaire plus rapidement que ce qui est actuellement anticipé, ce qui va continuer à peser sur la monnaie unique". A contrario de cette politique accommodante visant à déjouer une inflation faible, la Réserve fédérale américaine (Fed) devrait adopter dans les mois à venir, au vu des bonnes performances de la croissance et de l'emploi aux États-Unis, une politique plus agressive. Le prochain comité monétaire de la Fed se réunira les 27 et 28 janvier, mais une hausse des taux est exclue au moins jusqu'en avril, alors que les taux sont maintenus proches de zéro depuis fin 2008."En dépit de quelques difficultés, l'économie américaine devrait continuer à progresser plus rapidement que le reste des pays industrialisés", soulignait Omer Esiner, analyste chez Commonwealth Foreign Exchange Inc. Mardi, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la hausse sa prévision de croissance économique américaine pour 2015, à 3,6%, tandis qu'il a révisé à la baisse les perspectives de croissance dans la zone euro à 1,2%. Le produit intérieur brut (PIB) mondial ne devrait plus progresser que de 3,5% en 2015 et de 3,7% en 2016, soit dans les deux cas 0,3 point de moins que dans les projections d'octobre. Par ailleurs, le yen progressait, la Banque du Japon (BoJ) ayant relevé ses prévisions de croissance. L'institution a abaissé mercredi sa prévision d'évolution des prix pour la période d'avril 2015 à mars 2016 dans un contexte de "déclin significatif des cours du pétrole", un phénomène qui, conjugué à ses mesures exceptionnelles, devrait cependant à terme stimuler la croissance. La BoJ parie désormais sur une inflation de 1% (contre 1,7% avant), tandis que PIB est attendu en hausse de 2,1% (1,5% auparavant), a-t-elle annoncé à l'issue d'une réunion de deux jours de son comité de politique monétaire. Elle a également reconduit à l'identique son programme de rachat d'actifs qui avait été étendu le 31 octobre. Vers 14H00 GMT, la livre sterling baissait face à la monnaie unique européenne, à 76,81 pence, comme face au dollar, à 1,5115 USD pour une livre. Le franc progressait face à l'euro, à 0,9988 CHF pour un euro, comme face au billet vert, à 0,8604 CHF pour un dollar.

© 2015 La Nation

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

21 LA NATION N°1179 / MERCREDI 21 JANVIER 2015

# **M**ANAGEMENT, DROIT, PATRIMOINE

## **L'UTILISATION DU COMPTE ÉPARGNE TEMPS POUR FINANCER DES PRESTATIONS DE SERVICE À LA PERSONNE**

L'article 18 de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes permet aux salariés, en accord avec leur employeur, d'utiliser jusqu'à 50% des droits affectés sur leur compte épargne-temps (CET) pour financer des prestations de service à la personne (aide ménagère, jardinage, garde d'enfants, petits travaux..) au moyen d'un chèque emploi-service universel (CESU). Possible jusqu'au 1er octobre 2016, cette faculté est désormais opérationnelle, conformément au décret (n°2014-1535) du 17 décembre 2014. Ce dispositif n'est applicable que dans les entreprises ayant conclu un accord d'entreprise ou de branche, prévu à l'article L3152-1 du Code du travail, ayant fait l'objet éventuellement d'un avenant ou accord annexe. Pour être valable, la convention ou l'accord collectif est déposé à la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi et à la Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, pour enregistrement. Une fois que l'accord collectif existe, le salarié qui souhaite en bénéficier doit accomplir un acte positif (courrier dans lequel il demande à bénéficier de la mesure) car ce n'est pas automatique. Cette demande précise le montant des droits CET (estimés au moment de la demande) que le salarié souhaite utiliser pour financer des prestations de service à la personne au moyen d'un CESU, dans la limite autorisée. Lorsque la convention ou l'accord collectif de travail autorisent l'utilisation d'une partie des droits affectés sur le compte épargne-temps (CET) pour financer l'une des prestations de services prévues à l'article L1271-1 du même code, le salarié adresse une demande écrite à l'employeur. Ce financement s'effectue au moyen d'un CESU préfinancé. Les droits dont le salarié peut demander la conversion en chèque emploi-service universel sont ceux figurant au compte épargne-temps à la date de la demande, dans la limite fixée par la convention ou l'accord collectif de travail sans pouvoir excéder 50% de ces droits.

© 2015 La Nation

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD ELUTHER ET LE CABINET DE CONSULTANT INTERFACE**

# T TABLEAU DE BORD

## LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2015 à 9,61euros de l'heure. Avec cette hausse , le salaire minimum passe à 1457,52 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minimum devrait être différent .

## INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

Au troisième trimestre 2014, l'indice de référence des loyers est de 125,24 et augmente de 0,47% sur un an. .

## INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION

L'indice du coût de la construction (ICC) s'établit à 1 615 au quatrième trimestre 2013 après 1 612 au trimestre précédent. En glissement annuel, l'ICC diminue (-1,46 %).

## INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX

Un avis publié au Journal officiel du 6 avril 2014 précise que l'indice des loyers commerciaux (ILC) du quatrième trimestre 2013, calculé sur une référence 100 au premier trimestre de 2008, atteint 108,46.

## POPULATION

POPULATION 2012: 410 335 habitants

## OFFRE

PIB 2013 : **8103** dont 34 % de PIB non marchand ( 2 732 )

IMPORTATIONS 2013: **2897**

RESSOURCES TOTALES : 11 000

## DEMANDE

CONSOMMATION 2013: 8 491 ( **4928** ménages et **3563** administration )

INVESTISSEMENT 2013 : **1465**

EXPORTATIONS 2013 : **830**

DEMANDE TOTALE : 11 000

## PRIX

NOVEMBRE 2014 : -0,2 % sur un mois ; 0,5 % sur un an.

## **EMPLOI , CHÔMAGE**

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C D E) en novembre 2014: 74270 ( 0,2% sur un mois et 5 % sur un an ).

OFFRES D'EMPLOI en novembre 2014 : 720 ( - 1 % sur un mois ).

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49 800 (dont 8,500 industrie , 7,500 construction, 33,800 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

## **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : **5 004 (-10,9 %)**

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

[http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire\\_economique\\_c/](http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire_economique_c/)

# **LA NATION POUR VOUS INFORMER**



**SUIVEZ NOUS SUR**  
**LES RÉSEAUX SOCIAUX**